



المرصد المغربي للطلبات العمومية  
OBSERVATOIRE MAROCAIN DE LA COMMANDE PUBLIQUE  
MOROCCAN PUBLIC PROCUREMENT OBSERVATORY

# RAPPORT d'activité

# 2025

الخزينة العامة للمملكة



المرصد المغربي للطلبات العمومية  
OBSERVATOIRE MAROCAIN DE LA COMMANDE PUBLIQUE  
MOROCCAN PUBLIC PROCUREMENT OBSERVATORY





## SA MAJESTÉ LE ROI MOHAMMED VI QUE DIEU L'ASSISTE

“

le gouvernement doit veiller à l'exécution efficace des décisions, en mettant en place les ressources adéquates, plus particulièrement les données statistiques [...]. Il doit aussi veiller à ce que les différents intervenants œuvrent dans un esprit de transparence, de collaboration, d'harmonie.

”

Extrait du discours Royal, à l'occasion de l'ouverture de la 1<sup>ère</sup> session de la 4<sup>ème</sup> année législative de la 10<sup>ème</sup> législature (11 octobre 2019)

# Sommaire

**05** **Mot du président**

**07** **Faits marquants**

**09** **Présentation de l'OMCP**

**16** **Comités délibératifs de l'OMCP**

**19** **Constitution d'une base de données de l'OMCP**

**23** **Etudes réalisées en 2025**

**34** **Travaux en cours**

**37** **Participation aux évènements nationaux**

**41** **Participation aux évènements internationaux**

**46** **Site web de l'OMCP**

**49** **Activités de communication**

## MOT DU PRESIDENT



**Noureddine BENSOUDA**

Président de l'Observatoire marocain  
de la commande publique

L'année 2025 marque une étape charnière dans l'opérationnalisation de l'Observatoire marocain de la commande publique. Elle a permis d'engager les premiers travaux nécessaires à l'exercice de ses missions, à travers la mise en place des dispositifs de pilotage et des instruments de gouvernance, dans un contexte de fortes attentes en matière de transparence, de performance et d'évolution du système de la commande publique.

Dès sa mise en place, l'Observatoire marocain de la commande publique (OMCP) s'est doté d'une vision stratégique visant à s'imposer comme une référence crédible et un centre de connaissance au service de la décision publique.

Cette ambition s'est traduite par l'adoption d'une feuille de route articulée autour de quatre piliers stratégiques : cadre de gouvernance, conduite et pilotage stratégique, coordination et partenariat, et capacités des acteurs, qui ont guidé l'ensemble des actions menées en 2025, dans le cadre d'une démarche cohérente et concertée.

Conformément à ces orientations, l'action de l'Observatoire au cours de cette première année s'est articulée autour de deux objectifs principaux : la diffusion de connaissances sur des thématiques d'étude essentielles à la compréhension des enjeux de la commande publique, et la structuration progressive d'un cadre d'action permettant à l'Observatoire d'exercer pleinement son rôle.

L'année 2025 a été également caractérisée par la réalisation de deux études. La première, relative à l'étude de marché des achats publics écologiques, qui a permis d'apporter un éclairage documenté sur les pratiques existantes, l'offre disponible et les perspectives de développement des achats durables au Maroc.

La seconde, portant sur l'étude de faisabilité pour l'introduction des Open Contracting Data Standards (OCDS) au Maroc, a posé les bases d'une réflexion approfondie sur l'évolution des cadres de structuration et de publication de l'information relative à la commande publique, en cohérence avec les standards internationaux.

Parallèlement, l'Observatoire a engagé un effort soutenu de concertation et de coopération avec l'ensemble des parties prenantes de l'écosystème de la commande publique. Les échanges menés avec les partenaires institutionnels et les organismes internationaux ont permis d'enrichir la réflexion collective, de confronter les pratiques et d'instaurer une culture de dialogue et de partage des expertises.

Cette première année a ainsi permis d'asseoir les fondements de l'Observatoire, tout en mettant en évidence les axes de progression qui guideront les prochaines étapes et actions de l'Observatoire, notamment en matière de publication des données, de renforcement des capacités des acteurs et de valorisation progressive des travaux engagés.

Par ailleurs, une attention particulière est accordée au renforcement des actions de communication et de valorisation des travaux de l'Observatoire. À cet égard, des travaux ont été entrepris pour la mise en œuvre du site internet de l'OMCP dont la mise en ligne est prévue en 2026. Le nouveau portail constituera un levier structurant pour renforcer la visibilité des activités de l'Observatoire et faciliter l'accès à ses publications.

Je tiens, à cette occasion, à saluer l'engagement des membres de l'Observatoire et des équipes mobilisées, ainsi que l'implication de l'ensemble des partenaires ayant accompagné l'OMCP tout au long de cette année inaugurale. Leur contribution a permis de consacrer son rôle en tant qu'acteur clé et fédérateur de savoir-faire et de perspectives au sein de l'écosystème de la commande publique.

Le présent rapport d'activité rend compte des actions menées en 2025, des résultats obtenus et des perspectives qui se dessinent. Il témoigne de la volonté de l'Observatoire marocain de la commande publique de s'inscrire dans une démarche d'amélioration continue, au service d'une commande publique plus transparente et plus efficace au service de tous.

## FAITS MARQUANTS

La première année d'activité de l'Observatoire marocain de la commande publique a été marquée par une dynamique soutenue, avec la conduite de plusieurs actions et réalisations, on peut citer à titre d'illustration :

### Lancement de l'Observatoire

- Désignation des membres du comité délibératif
- Tenue de la réunion de lancement de l'Observatoire le 26 novembre 2024

### Renforcement du cadre de gouvernance

- Elaboration du plan d'action triennal 2025-2027
- Elaboration de la vision stratégique
- Elaboration de la charte d'éthique
- Adoption du règlement intérieur

### Production

- Réalisation d'une étude de marché des achats publics écologiques
- Réalisation d'une étude de faisabilité pour l'introduction des Open Contracting Data Standards (OCDS) au Maroc

## Evènements et rencontres

- Participation à la conférence régionale MENA sur les achats publics intelligents face au climat, les 5 et 6 mai 2025
- Organisation de 3 ateliers techniques sur la gouvernance des données et le suivi des achats publics durables les 03, 05 et 07 novembre 2025
- Participation à la réunion de l'unité climat le 04 novembre 2025
- Organisation d'un webinaire d'échange avec l'Observatoire de la commande publique wallonne le 19 novembre 2025

## Communication

- 60 articles de presse
- Deux press-books

# **1- Présentation de l'Observatoire marocain de la commande publique**

- 1.1 Contexte**
- 1.2 Gouvernance**
- 1.3 Vision stratégique**
- 1.4 Missions**
- 1.5 Charte d'éthique de l'Observatoire**
- 1.6 Stratégie d'intervention opérationnelle**
- 1.7 L'Observatoire en quelques dates**

# 1- Présentation de l'Observatoire

## 1.1 Contexte

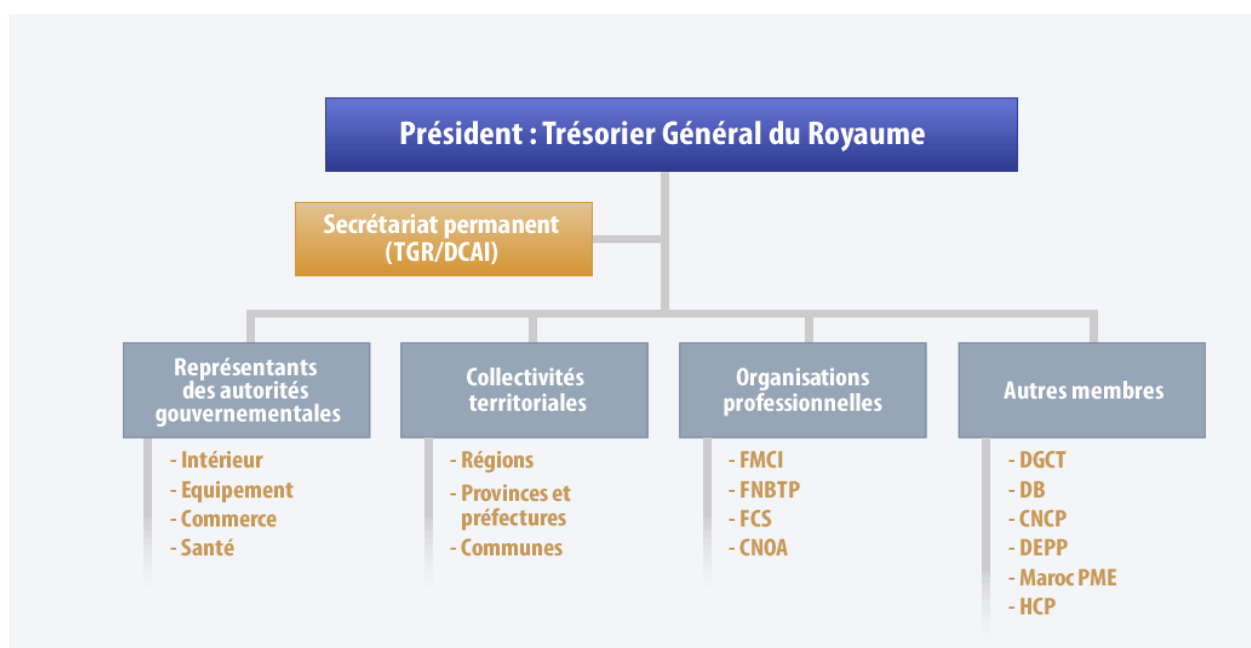
La mise en place de l'Observatoire marocain de la commande publique répond à plusieurs impératifs stratégiques :

- Elle vient en application de la Constitution de 2011 qui a consacré « l'accès à l'information », comme un droit constitutionnel ;
- Elle vient également concrétiser les recommandations formulées tant par certaines institutions constitutionnelles que par la Commission spéciale sur le modèle de développement, qui ont appelé, entre autres, au renforcement de la transparence de la commande publique grâce à la publication régulière des indicateurs et des données qui s'y rapportent ;
- Elle traduit, enfin l'engagement du Gouvernement de consacrer le rôle de la commande publique en tant qu'instrument de création de la richesse et de correction des inégalités.

## 1.2 Gouvernance

L'Observatoire marocain de la commande publique est domicilié à la Trésorerie Générale du Royaume en application des dispositions de l'article 158 du décret n°2-22-431 du 08 mars 2023 relatif aux marchés publics. Il a été créé par le décret n°2.22.78 du 22 avril 2024 portant création de l'Observatoire marocain de la commande publique.

Il dispose d'une composition pluridisciplinaire : il rassemble les représentants des autorités gouvernementales, des collectivités territoriales et des organisations professionnelles.



L'Observatoire s'appuie également sur un secrétariat permanent, domicilié à la Trésorerie Générale du Royaume (TGR) au niveau de la Direction du Contrôle, de l'Audit et de l'Inspection (DCAI).

Il est présidé par Le Trésorier Général du Royaume.

Il comprend 17 membres :

- Un représentant de l'autorité gouvernementale chargée de l'Intérieur ;
- Un représentant de l'autorité gouvernementale chargée de l'Équipement ;
- Un représentant de l'autorité gouvernementale chargée du Commerce ;
- Un représentant de l'autorité gouvernementale chargée de la Santé ;
- Un représentant des régions ;
- Un représentant des préfectures et des provinces ;
- Un représentant des communes ;
- Un représentant de la Fédération marocaine du conseil et de l'ingénierie (FMCI) ;
- Un représentant de la Fédération nationale du bâtiment et des travaux publics (FNBTP) ;
- Un représentant de la Fédération du commerce et services (FCS) ;
- Un représentant du Conseil national de l'ordre des architectes (CNOA) ;
- Le Directeur général des collectivités territoriales ou son représentant (DGCT) ;
- Le Directeur du budget au Ministère de l'économie et des finances ou son représentant (DB) ;
- Le Président de la Commission nationale de la commande publique ou son représentant (CNCP) ;
- Le Directeur des entreprises publiques et de la privatisation ou son représentant (DEPP) ;
- Un représentant de l'Agence nationale pour la promotion de la petite et moyenne entreprise (Maroc PME) ;
- Un représentant du Haut-Commissaire au plan (HCP).

## 1.3 Vision stratégique

L'Observatoire a élaboré sa vision stratégique qui consiste à ériger l'Observatoire en un Think tank et en une instance d'action, pour une commande publique plus transparente et plus efficace au service de tous.

## 1.4 Missions

Les missions de l'Observatoire s'articulent autour de 3 axes principaux :

### 1- Mesurer et suivre

- Collecter, traiter et valoriser les données relatives à la commande publique ;
- Mettre en place une base de données nationale de la commande publique et en assurer, de manière régulière, la mise à jour ;
- Elaborer les indicateurs de suivi de l'efficacité et de la performance de la commande publique.

### 2- Analyser et informer

- Produire l'information comptable, financière et économique relative à la commande publique et en assurer la publication et la diffusion ;
- Contribuer à l'analyse de l'impact économique, social et environnemental de la commande publique ;
- Préparer et publier des rapports et bulletins périodiques sur la commande publique ;
- Réaliser des études thématiques en relation avec les missions de l'Observatoire.

### 3- Mobiliser et partager

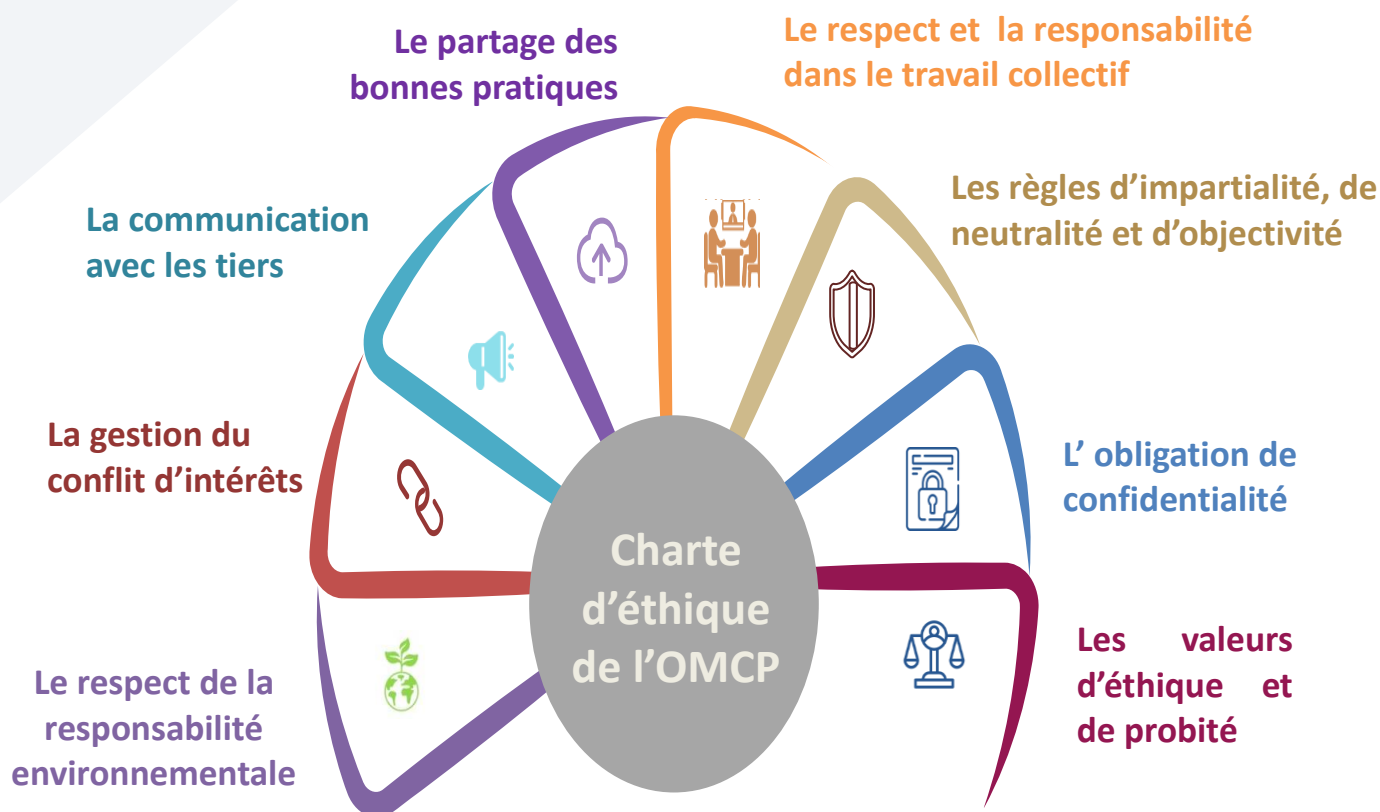
- Mutualiser les connaissances et croiser les expertises entre les acteurs ;
- Agir en cohérence inclusive en combinant les valeurs d'unité et de diversité ;
- Contribuer à repérer et à partager les bonnes pratiques de la commande publique ;
- Accompagner et mobiliser les acteurs.

## 1.5 Charte d'éthique de l'Observatoire

Afin de garantir son bon fonctionnement et de répondre à ses objectifs, l'Observatoire s'est attaché, dès son déploiement, à élaborer sa charte d'éthique.

Cette charte vise à définir les principes et les valeurs qui encadrent son action, ses pratiques internes ainsi que ses relations avec l'ensemble des parties prenantes.

Fondée notamment sur les principes d'intégrité, de transparence, d'impartialité, de responsabilité et de professionnalisme, elle traduit l'engagement de l'Observatoire en faveur d'un exercice rigoureux et responsable de ses missions.



## 1.6 Stratégie d'intervention Opérationnelle

Pour assurer l'efficacité de son action, l'OMCP a adopté, au cours de sa réunion de lancement, une stratégie d'intervention opérationnelle fondée sur :

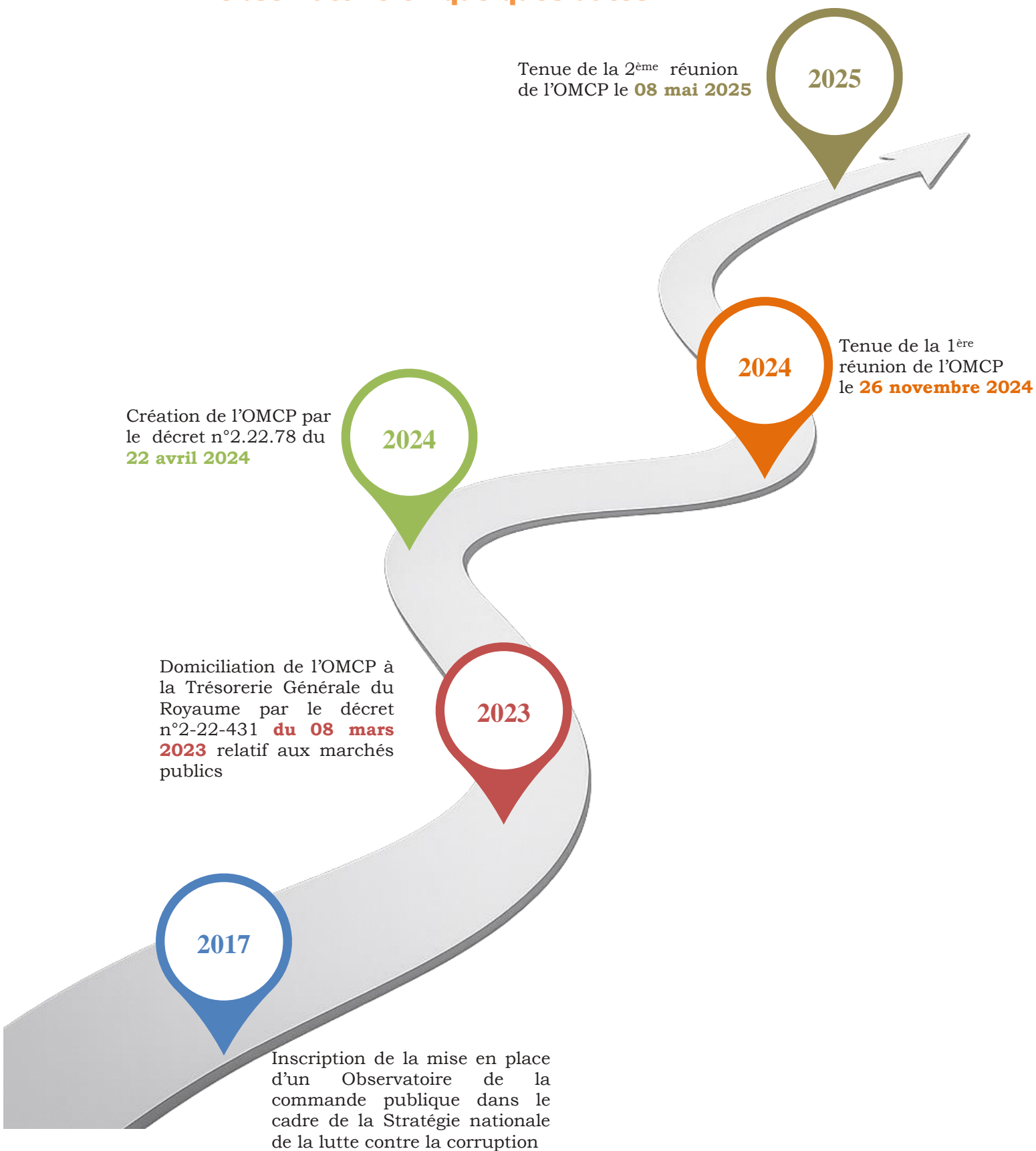
- Des engagements fermes et des livrables concrets : l'Observatoire fournit de manière régulière des informations sur la commande publique par le biais de rapports contenant les agrégats et reflétant l'état des lieux de la commande publique au Maroc ;
- Un calendrier précis : l'Observatoire adopte un calendrier précis, afin de garantir la mise en œuvre efficace de ses plans stratégiques et la diffusion en temps opportun d'informations fiables et de qualité sur la commande publique ;
- Des indicateurs chiffrés et mesurables pour suivre les performances et évaluer les résultats ;
- Une priorisation dans l'action de mise en œuvre : l'Observatoire s'emploie à prioriser ses actions et les adapter en fonction de la dynamique des réformes, des changements de contexte et des nouveaux défis.

La stratégie de l'OMCP comprend 4 piliers principaux :

### Les 4 piliers de la stratégie



## 1.7 L'Observatoire en quelques dates



## **2- Comités délibératifs de l'OMCP**

## 2- Comités délibératifs de l'Observatoire marocain de la commande publique

Conformément à l'article 8 du décret de sa création, l'Observatoire marocain de la commande publique s'est réuni 2 fois au cours de l'année écoulée (hors ateliers et réunions diverses).

### La réunion de lancement de l'Observatoire : Formuler la vision et structurer l'action

Le comité délibératif de l'Observatoire marocain de la commande publique s'est réuni pour la première fois le 26 novembre 2024, au siège de la Trésorerie Générale du Royaume.

Cette séance a revêtu une double portée fondatrice : elle a marqué le lancement de l'Observatoire et constitué le point de départ de la mise en œuvre de sa vision stratégique.

Les travaux de cette première réunion ont débuté par une allocution d'ouverture du Président de l'Observatoire, suivie d'une présentation détaillée des objectifs et des missions assignés à l'Observatoire, ainsi que de la vision stratégique et de la feuille de route dudit Observatoire.

Cette séance a été suivie par un débat général entre les membres de l'Observatoire, à l'issue duquel il a été procédé à la validation du règlement intérieur de l'Observatoire, de sa charte d'éthique, de sa vision stratégique et de la feuille de route de déclinaison de cette vision.



## La deuxième réunion du comité délibératif : Etat d'avancement des travaux et perspectives de la commande publique verte

La deuxième réunion de l'Observatoire marocain de la commande publique s'est tenue le 8 mai 2025 à 10h au siège de la Trésorerie Générale du Royaume à Rabat.

Cette réunion avait pour objet la présentation des travaux de l'Observatoire notamment l'étude de marché portant sur l'intégration des critères environnementaux dans certains segments de la commande publique.

Les échanges ont permis de dresser un état des lieux de la commande publique verte au Maroc, de présenter les principaux résultats issus de l'étude menée par les experts mobilisés par l'Agence Française de développement (AFD) et Expertise France et d'amorcer une réflexion collective sur les leviers à activer pour une intégration accrue des considérations écologiques dans les achats publics.



### **3- Constitution d'une base de données de l'OMCP**



### 3- Constitution d'une base de données de l'OMCP

La constitution d'une base de données de l'OMCP est un prérequis fondamental à l'exercice des missions de l'Observatoire marocain de la commande publique.

Dès sa mise en place, l'Observatoire s'est appuyé sur un socle informationnel préexistant, à savoir la base de données des marchés publics (BDMP).

#### Couverture et sources de la base de données

La base de données des marchés publics (BDMP) a été conçue comme un entrepôt centralisé de données, destiné à consolider l'information provenant des différentes sources des systèmes d'information de la commande publique.

Elle vise à soutenir le pilotage stratégique de la commande publique, la production de statistiques agrégées fiables, ainsi que la visualisation d'indicateurs de performance à destination des décideurs publics.

Elle constitue ainsi le noyau destiné à alimenter le système d'information de l'Observatoire.

Toutefois, dans sa couverture actuelle, son potentiel analytique appelle des travaux progressifs d'enrichissement et de valorisation afin d'étendre le champ des données aux établissements publics et aux autres entités détentrices de données relatives à la commande publique.

#### Architecture technique de la BDMP

Sur le plan technique, la BDMP repose sur une architecture robuste, fondée sur un modèle d'entrepôt de données.

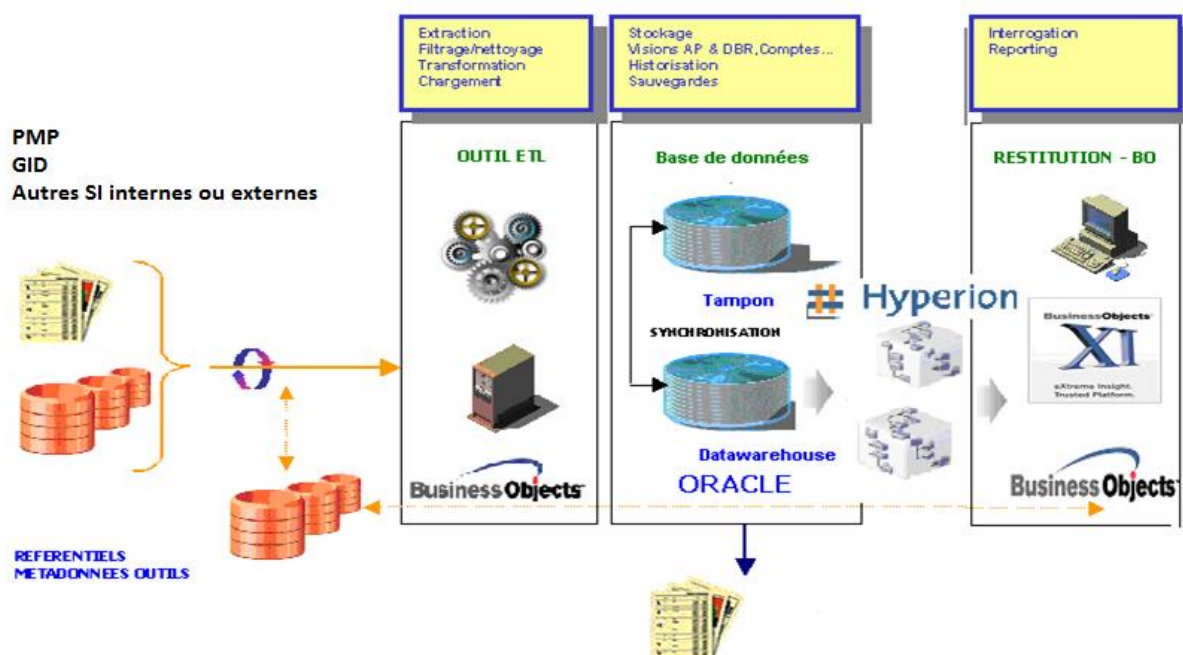
Elle est alimentée par des processus ETL (Extract, Transform, Load), permettant l'intégration et la mise à jour régulière des données.

Cette architecture agrège principalement :

- Les données issues du portail des marchés publics (PMP), relatives aux phases de publication et d'attribution des appels d'offres;
- Les données issues du système de gestion intégrée des dépenses (GID), couvrant les contrats signés, les paiements et l'exécution financière.

Dimensionnée pour traiter des volumes importants de données, cette infrastructure a été optimisée pour un usage de reporting décisionnel, avec des structures orientées vers la lecture, l'agrégation statistique et l'alimentation de tableaux de bord.

Il s'agit d'une véritable « data factory » qui permet l'automatisation de toute la chaîne de valeurs qui va de la réception des données jusqu'à leur visualisation et leur utilisation.



## Travaux de fiabilisation et d'harmonisation des données

L'un des chantiers majeurs menés par l'Observatoire marocain de la commande publique au cours de l'année écoulée a porté sur la fiabilisation et des données issues de la BDMP.

Ce travail a consisté notamment à examiner la cohérence des données disponibles, à harmoniser les nomenclatures utilisées, à identifier et corriger les incohérences relevées, et à renforcer la qualité des référentiels sous-jacents.

Cette démarche de fiabilisation vise à sécuriser les analyses produites par l'Observatoire et à préparer la base de données à une exploitation plus avancée, en anticipation de la publication de l'arrêté du Chef du Gouvernement fixant les modalités de transmission des données à l'Observatoire marocain de la commande publique, prévu par l'article 7 du décret n°2.22.78 du 22 avril 2024 portant création de l'Observatoire marocain de la commande publique.

Elle constitue une étape essentielle pour garantir, à terme, une alimentation régulière, fiable et pérenne de l'Observatoire, et pour permettre une montée en puissance progressive des travaux analytiques, notamment en matière de suivi de la performance et de la commande publique.

### **Elaboration des indicateurs de suivi de la performance de la commande publique**

Parallèlement aux travaux de fiabilisation des données, l'Observatoire marocain de la commande publique a engagé, dans le respect de ses missions et en cohérence avec sa feuille de route stratégique, une démarche structurée visant à mettre en place un dispositif d'indicateurs de suivi de la commande publique.

Ce chantier a porté, dans un premier temps, sur la définition d'un socle d'indicateurs fondamentaux, adossés aux données disponibles au niveau de la BDMP. Il s'est accompagné d'un effort d'harmonisation des concepts, des périmètres et des règles de calcul, afin de garantir la comparabilité des résultats dans le temps et entre les différentes entités concernées.

À moyen terme, cette démarche est appelée à s'enrichir par l'intégration progressive d'indicateurs plus avancés, notamment en matière de performance économique, ainsi que d'intégration des considérations environnementales.

L'élaboration de ces indicateurs constitue ainsi un levier central pour le pilotage stratégique de la commande publique et pour la consolidation d'une approche fondée sur les données, en ligne avec les exigences de transparence et de bonne gouvernance.

## **4 - Etudes réalisées en 2025**

### **4.1 Etude de marché des achats publics écologiques**

### **4.2 Etude de faisabilité pour l'introduction des Open Contracting Data Standards (OCDS) au Maroc**

## 4- Etudes réalisées en 2025

La conduite d'études thématiques s'inscrit au cœur des missions de l'Observatoire marocain de la commande publique.

Elle vise à approfondir l'analyse de la commande publique, afin d'éclairer la décision par des éléments d'appréciation objectifs et documentés.

Ces travaux permettent d'identifier les dynamiques à l'œuvre, les tendances observées ainsi que les leviers d'amélioration du système de la commande publique, et contribuent à une meilleure orientation des actions engagées et des réformes à venir.

À ce titre, l'année 2025 a été marquée par la réalisation de deux études thématiques.



## 4.1 Etude de marché des achats publics écologiques

Dans le cadre des engagements du Maroc avec l'Agence Française de Développement (AFD), notamment à travers le programme «Transition Budgétaire Verte », une étude de marché sur les achats publics écologiques a été confiée conjointement à la Trésorerie Générale du Royaume (TGR) et à l'Observatoire marocain de la commande publique (OMCP).

Cette étude a pour objectif de mettre en évidence le potentiel de verdissement des marchés publics au Maroc, d'identifier les opportunités disponibles et d'analyser les contraintes à lever pour favoriser l'adoption de pratiques d'achat plus respectueuses de l'environnement.

### Objectifs de l'étude

#### Analyse des capacités du marché national

Comprendre les capacités du marché national à fournir des alternatives vertes pour les produits priorités.



1

#### Diagnostic du cadre de la commande publique durable

Établir un diagnostic du cadre de la commande publique durable à travers l'examen du cadre réglementaire et légal et des pratiques en vigueur.



2



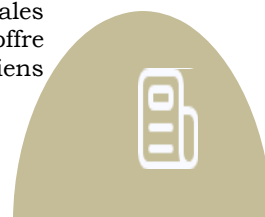
3

#### Analyse de la demande nationale

Analyser la demande nationale pour les produits priorités avec un accent particulier sur la demande publique.

#### Analyse des freins à l'achat public durable

Identifier les freins à l'achat public vert et apprécier la capacité des entreprises nationales au regard de l'offre internationale en biens et services durables.



5

#### Recommandations

Proposer des leviers pour renforcer l'offre verte et établir des dispositions écologiques à introduire dans les procédures de passation des marchés publics



4

## Une étude selon une approche inclusive et participative

L'étude a été conduite selon une démarche structurée, articulée autour de deux phases complémentaires.

La première phase a porté sur l'identification et la priorisation de sous-catégories à partir d'une analyse croisée des niveaux de dépenses publiques, des impacts environnementaux et sociaux, ainsi que de la disponibilité de produits alternatifs à caractère écologique sur le marché.

Cette priorisation s'est appuyée sur des critères objectifs, conformément à la méthodologie du Programme des Nations Unies pour l'Environnement (PNUE), notamment :

- Le volume de la dépense publique annuelle, ou la moyenne annuelle sur une base triennale, par famille d'achat ;
- La disponibilité de produits verts alternatifs sur le marché ;
- L'évaluation des impacts environnementaux, en particulier climatiques et hydriques ;
- L'analyse des impacts socio-économiques, notamment en matière d'emploi, de soutien aux PME et d'égalité entre les femmes et les hommes ;
- L'existence de dispositifs de normalisation et de certification.

À l'issue de cette analyse, trois segments ont été retenus : les équipements informatiques, le mobilier de bureau et les services de nettoyage des bâtiments administratifs.

La seconde phase de l'étude s'est attachée à approfondir l'analyse de ces segments, à travers l'examen de la demande publique, l'analyse de l'offre disponible, l'identification des normes et certifications applicables, ainsi que la définition de critères écologiques opérationnels destinés à être intégrés dans les procédures de passation des marchés publics.

L'ensemble de ces travaux a été mené dans le cadre de consultations élargies associant les autorités concernées, les acheteurs publics et les opérateurs économiques intervenant dans les segments étudiés.

Cette approche participative vise à garantir la pertinence des résultats et à assurer l'adhésion des acteurs à la mise en œuvre des recommandations.

## Résultats de l'étude

Les résultats de l'étude mettent en évidence les constats ci-après :

### Equipements informatiques

L'analyse de la demande met en évidence une progression soutenue des achats publics, principalement en ordinateurs portables et de bureau. Toutefois, l'intégration de critères écologiques dans les cahiers des charges demeure encore limitée et peu systématique.

Du point de vue de l'offre, le marché marocain reste largement dépendant des importations, bien qu'une production locale, essentiellement axée sur l'assemblage, commence à émerger. Des produits certifiés à caractère écologique sont disponibles, mais présentent un surcoût estimé entre 5 % et 10 %.

Parallèlement, des initiatives locales de reconditionnement et d'assemblage se développent progressivement, traduisant un potentiel de structuration du marché.

Sur le plan normatif, l'étude souligne l'importance de certifications internationales reconnues, telles qu' ENERGY STAR et Electronic Product Environmental Assessment Tool (EPEAT).

Les critères écologiques recommandés pour une intégration future dans les marchés publics portent notamment sur l'efficacité énergétique, l'utilisation de matériaux recyclés, la réparabilité des équipements et la gestion responsable des déchets électroniques.

### Matériel et mobilier de bureau

L'étude relève que la demande publique en matériel et mobilier de bureau demeure élevée. Toutefois, l'analyse des pratiques actuelles montre que l'intégration de critères écologiques dans les appels d'offres reste ponctuelle et insuffisamment harmonisée.

Concernant l'offre, il a été souligné qu'elle repose sur un nombre limité de producteurs nationaux, complétée par un recours significatif aux importations. Les produits à caractère écologique identifiés sur le marché marocain proviennent majoritairement d'Europe et des États-Unis, avec des niveaux de prix supérieurs, estimés entre 20 % et 30 %.

L'étude constate par ailleurs que les certifications existantes, telles que Forest Stewardship Council (FSC), ISO 14001 ou Cradle to Cradle (C2C), sont encore peu mobilisées dans la commande publique.

Au regard de ces constats, les travaux ont permis d'identifier des leviers d'action portant notamment sur l'utilisation de matériaux durables et recyclés, la réduction des substances toxiques et l'intégration de principes d'économie circulaire dans les procédures de passation des marchés publics.

### **Entretien et nettoyage des bâtiments administratifs**

Le segment de l'entretien et du nettoyage des bâtiments administratifs présente des enjeux environnementaux importants, liés notamment à l'utilisation intensive de produits chimiques conventionnels ainsi qu'à une consommation élevée d'eau et d'énergie.

L'analyse de l'offre conduite dans le cadre de l'étude montre que le marché national est relativement bien structuré et présente un potentiel élevé d'intégration de pratiques écologiques.

Bien que l'étude identifie un différentiel de coût entre les solutions écologiques et les solutions traditionnelles, elle souligne que ce surcoût peut être compensé par des économies de ressources à moyen et long terme.

Le cadre normatif analysé par l'étude inclut plusieurs certifications internationales favorisant l'usage de produits éco-certifiés et de pratiques durables.

Parmi les critères écologiques proposés par l'étude figurent notamment la formation du personnel aux pratiques écologiques, l'utilisation de produits et de techniques éco-efficaces, ainsi qu'une gestion optimisée des ressources en eau et en énergie.

L'étude souligne enfin que l'introduction, dans les cahiers des prescriptions spéciales, de critères tels que l'obligation d'utiliser des produits biodégradables, la formation des agents et la mise en place de procédures rigoureuses de gestion des déchets constitue un levier essentiel pour accompagner la transition durable du secteur.

### **Des recommandations pour accélérer la transition**

Afin de concrétiser la transition vers des achats publics plus durables, l'étude propose un ensemble de mesures générales et spécifiques.



La nécessité de l'inclusion explicite de critères écologiques dans les procédures de passation, notamment à travers les cahiers des prescriptions spéciales (CPS) et les règlements de consultation (RC).



La facilitation de l'accès aux financements verts.



La mise en place des incitations destinées aux entreprises les plus exemplaires.



L'accompagnement des petites et moyennes entreprises par des formations ciblées et un appui spécifique, afin de faciliter leur adaptation aux nouvelles exigences.



La mise en place de plateformes collaboratives et de centres d'expertise pour favoriser le partage des bonnes pratiques et assurer un suivi continu.

Il convient également de rappeler que les résultats de l'étude ont contribué à enrichir les travaux d'élaboration des modèles des cahiers des prescriptions spéciales et de règlements de consultation types, comportant des considérations environnementales, ainsi que ceux relatifs à l'élaboration d'un guide d'achat public vert destiné à accompagner les acheteurs dans l'intégration des exigences environnementales tout au long du processus d'achat.

## 4.2 Etude de faisabilité pour l'introduction des Open Contracting Data Standards (OCDS) au Maroc

Une étude de faisabilité pour l'introduction des standards concernant les données ouvertes sur les contrats OCDS (Open Contracting Data Standards) au Maroc, a été conduite par l'Observatoire marocain de la commande publique en partenariat avec le comité national de l'Environnement des Affaires (CNEA) et avec l'appui financier du projet PROMET « Promotion de l'Entrepreneuriat » de l'Agence de coopération allemande au développement (GIZ).

Lancée le 10 juin 2025, cette étude vise à analyser de manière rigoureuse et documentée les opportunités, les enjeux et les conditions d'une éventuelle adoption des standards OCDS au Maroc.

### Les objectifs de l'étude

Cette étude de faisabilité a pour ambition d'apporter une vision claire, structurée et documentée sur les conditions de réussite d'une éventuelle adoption des OCDS au Maroc. Elle vise à fournir un cadre d'analyse rigoureux et des outils d'aide à la décision.

#### Analyse juridique

Évaluer les cadres juridique et technique actuels pour identifier les opportunités et contraintes liées à l'implémentation des OCDS au Maroc.

#### Scenarii progressifs

Élaborer des scenarii de déploiement réalistes et progressifs, adaptés au contexte marocain et aux capacités des différentes parties prenantes

#### Feuille de route opérationnelle

Proposer une feuille de route opérationnelle avec les étapes concrètes pour la mise en œuvre des OCDS, incluant les ressources nécessaires et le séquençement des actions.

#### Recommandations stratégiques

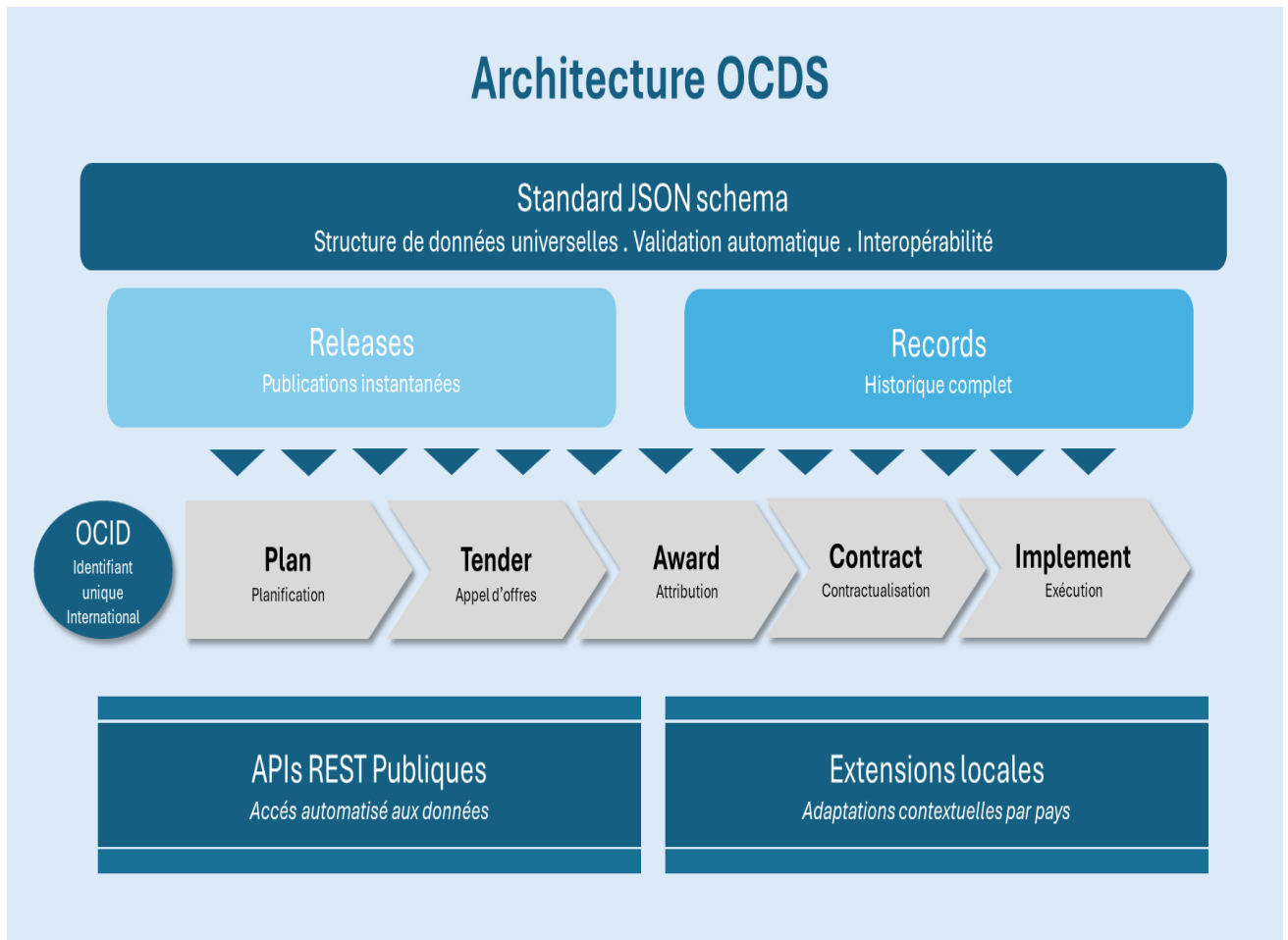
Formuler des recommandations stratégiques et techniques pour surmonter les obstacles identifiés et maximiser les bénéfices de cette transformation.

## Les Open Contracting Data Standards (OCDS) : un cadre international pour une transparence structurée

Les Open Contracting Data Standards (OCDS) constituent un standard international ouvert visant à structurer, publier et rendre exploitables les données relatives à la commande publique sur l'ensemble de son cycle de vie.

Concrètement, les OCDS proposent un modèle de données commun reposant sur des champs normalisés et des documents associés, organisés par phase du cycle contractuel. Ces champs sont classés en trois catégories:

- Des champs obligatoires, indispensables pour garantir la cohérence et la validité des données publiées ;
- Des champs fortement recommandés, essentiels pour assurer une transparence effective et une bonne compréhension des processus ;
- Des champs recommandés, qui apportent une valeur ajoutée analytique importante sans être strictement requis.



## La méthodologie de l'étude

L'étude s'est appuyée sur une méthodologie à la fois qualitative et quantitative, intégrant :



- Une revue documentaire ciblée, centrée sur l'examen des textes juridiques nationaux et des rapports nationaux et internationaux. Cette revue a permis d'identifier les principes directeurs, les engagements internationaux du Maroc, ainsi que les cadres de référence utiles pour positionner les OCDS dans l'environnement juridique et stratégique national.

- Une analyse comparative, s'appuyant sur un benchmark international de pays ayant engagé des démarches d'implémentation des standards OCDS. Cette analyse a permis d'enrichir la réflexion stratégique à travers l'identification de bonnes pratiques, de facteurs de succès et de leçons tirées d'expériences similaires, tout en tenant compte des spécificités du contexte marocain.



- Des entretiens semi-directifs. Ces échanges ont permis de documenter les pratiques actuelles de collecte, de structuration, de traitement, et de publication des données, ainsi que d'identifier les contraintes techniques et organisationnelles.

- Des ateliers d'échanges. Ces ateliers ont permis de valider les constats issus de l'analyse, de réfléchir sur les premiers scénarii envisagés et de coconstruire des orientations opérationnelles tenant compte des réalités de terrain et des capacités institutionnelles existantes.

L'ensemble de cette méthodologie vise à fonder les recommandations sur une base empirique solide, tout en assurant leur faisabilité, leur pertinence institutionnelle et leur alignement sur les priorités stratégiques du Royaume.

## Les résultats de l'étude

L'étude a identifié trois scénarii, correspondant à des niveaux de conformité gradués :

1

Scénario 1 : Conformité minimale, fondée sur une approche basique et économique centrée sur les seuls champs obligatoires de l'OCDS

2

Scénario 2 : Conformité avancée, recherchant un équilibre optimal entre effort technique, qualité de données et bénéfices opérationnels

3

Scénario 3 : Excellence technique, visant une couverture exhaustive du standard OCDS et une mise en conformité intégrale du système national

L'étude préconise le scénario 2 relatif à la conformité avancée comme le scénario le plus optimal qui minimise les impacts techniques liés à l'adoption des OCDS sur les systèmes existants, introduit des évolutions fonctionnelles ciblées pour renforcer la qualité des données, et permet une mise en œuvre progressive, avec des résultats concrets dès les premières phases du projet.

L'étude propose enfin, pour ce scénario, une feuille de route détaillée comprenant, l'architecture technique de la solution préconisée, le budget, le calendrier de déploiement, l'organisation de la gouvernance ainsi que les actions à mettre en œuvre pour garantir l'alignement du système national de données de la commande publique sur les standards OCDS.

# 5- Travaux en cours

## 5.1 Guide sur les achats publics verts

## 5.2 Préparation du projet d'arrêté du Chef du gouvernement relatif à la communication des données



## 5- Les travaux en cours

Au cours de l'année 2025, l'Observatoire marocain de la commande publique a engagé plusieurs travaux relevant de ses missions, notamment en matière de partage des bonnes pratiques et de gouvernance des données de la commande publique.

### 5.1 Guide sur les achats publics verts

Dans le cadre des engagements du Maroc avec ses partenaires, notamment la Banque mondiale et l'Agence française de développement (AFD), à travers le programme Climat « Appui à la Contribution Déterminée au niveau National (CDN) » et le programme « Transition Budgétaire Verte », l'Observatoire marocain de la commande publique a entamé, en 2025, les travaux d'élaboration du guide des achats publics verts avec l'appui technique d'Expertise France.

Le guide vise à accompagner les acheteurs publics dans l'intégration progressive des considérations environnementales dans la commande publique. Il est structuré en sept chapitres :

- Le chapitre 1 est consacré aux éléments introductifs du guide. Il précise ses objectifs et son périmètre d'application ;
- Le chapitre 2 porte sur les concepts et notions relatifs à la commande publique durable, circulaire et verte et rappelle les enjeux environnementaux associés à la commande publique ;
- Le chapitre 3 présente le cadre institutionnel, juridique et réglementaire au Maroc en lien avec les achats publics durables ;
- Le chapitre 4 analyse les principaux leviers de mise en œuvre des achats publics verts ;
- Le chapitre 5 traite de l'intégration des considérations environnementales tout au long du processus d'achat. Il décrit les différentes étapes, depuis la définition des besoins et la préparation du marché jusqu'à l'exécution et le suivi des marchés, en identifiant les points d'attention et les modalités d'intégration des critères environnementaux ;

- Le chapitre 6 est consacré aux fiches pratiques. Celles-ci portent sur certaines catégories de produits et de prestations, notamment le matériel informatique, les services de nettoyage, le mobilier de bureau, les véhicules électriques et hybrides, les pneus, le papier d'impression, les équipements de climatisation et de réfrigération, l'éclairage public, les travaux de bâtiment, les travaux de plomberie sanitaire et les travaux d'électricité. Ces fiches ont vocation à être élargies progressivement à d'autres catégories ;
- Le chapitre 7 rassemble des ressources complémentaires, des références réglementaires et des liens utiles destinés à appuyer la mise en œuvre des achats publics verts.

Le guide est en cours de finalisation. Sa publication est prévue au cours du premier trimestre de l'année 2026.

## **5.2 Préparation du projet d'arrêté du Chef du gouvernement relatif à la communication des données**

En 2025, l'Observatoire marocain de la commande publique a contribué aux travaux de préparation de l'arrêté du Chef du gouvernement, pris en application des dispositions du paragraphe 2 de l'article 7 du décret n° 2-22-78 du 13 chaoual 1445 (22 avril 2024) portant création de l'Observatoire marocain de la commande publique.

Cet arrêté vise à définir les modalités de communication des données et informations à l'Observatoire, afin de lui permettre d'accomplir les missions qui lui sont dévolues.

Une fois l'arrêté publié, il est prévu de procéder à l'élaboration des conventions avec les entités concernées, puis au déploiement progressif de la collecte des données, en vue de la production et de la publication de rapports statistiques couvrant tout le périmètre de la commande publique.

## **6- Participation aux évènements nationaux**

**6.1 Ateliers techniques sur la gouvernance des données et le suivi des achats publics durables**

**6.2 Participation de l'OMCP à la réunion de l'Unité Climat**

## 6- Participation aux événements nationaux

L'année 2025 a été marquée par une participation active de l'Observatoire marocain de la commande publique (OMCP) à plusieurs événements nationaux.

Ces actions ont présenté un intérêt particulier en ce qu'elles ont permis de renforcer les capacités des acteurs, de consolider les outils de pilotage et de favoriser l'alignement des pratiques nationales avec les orientations stratégiques en matière de durabilité et de gouvernance des données.

### 6.1 Ateliers techniques sur la gouvernance des données et le suivi des achats publics durables

Le secrétariat de l'Observatoire marocain de la commande publique (OMCP) a organisé, du 03 au 07 novembre 2025, des ateliers de travail au siège de la Trésorerie Générale du Royaume réunissant les experts de la Lituanie et d'Expertise France.

Cette initiative s'inscrit dans une dynamique de coopération visant à approfondir le partage d'expériences internationales, à promouvoir le développement des compétences nationales et à enrichir la réflexion sur les leviers de modernisation de la commande publique.

Durant cette semaine de travail, les séances d'échange ont permis d'examiner les approches mises en œuvre en Lituanie, un pays reconnu pour l'avancement de ses outils numériques d'achat public et pour la maturité de son dispositif de pilotage et du reporting des achats verts.

La programmation de ces ateliers techniques s'est articulée autour de plusieurs sessions thématiques, offrant des espaces d'échange riches sur les enjeux suivants :

- Fléchage des achats durables : examiner les approches et outils permettant d'identifier et de suivre les marchés intégrant des considérations environnementales ;
- Gouvernance et qualité de la donnée : explorer les méthodes de collecte, d'échange et de fiabilisation des données relatives à la commande publique, en s'appuyant sur des expériences internationales avancées ;

- Suivi et reporting des achats publics : présenter les mécanismes d'analyse et de visualisation des données nécessaires à l'élaboration de dispositifs modernisés de pilotage et de reporting.

En complément des échanges techniques, les travaux entrepris ont mis en lumière l'importance d'un écosystème fondé sur la coopération et la montée en compétence des acteurs.

Ces travaux s'inscrivent dans une perspective de convergence progressive vers les standards internationaux en matière de gouvernance de la donnée et de suivi de la performance. Ils contribuent à l'enrichissement d'une culture collective de pilotage, essentielle pour renforcer la transparence et la performance du système national de la commande publique.

## **6.2 Participation de l'OMCP à la réunion de l'Unité Climat**

L'Observatoire marocain de la commande publique (OMCP) a pris part à la troisième réunion de l'Unité Climat du Ministère de l'Économie et des Finances, organisée le 04 novembre 2025 avec l'appui d'Expertise France.

Cette rencontre a permis à l'OMCP de présenter les avancées majeures des chantiers qu'il pilote, notamment la préparation du guide des achats verts ainsi que la mise en place du dispositif de reporting annuel des achats publics durables.

L'événement a été marqué par les interventions des experts de la Lituanie et ceux d'Expertise France, ainsi que par les contributions des membres de l'Observatoire marocain de la commande publique.

Les échanges ont ainsi donné lieu à des discussions approfondies sur l'application des pratiques exemplaires en matière de prise en compte des considérations écologiques dans l'achat public. Ils ont également permis de mieux appréhender la réglementation et les outils mis à la disposition des acheteurs publics pour les accompagner dans la mise en œuvre de marchés publics plus durables et l'adoption d'une politique d'achat public plus responsable.

À travers sa participation et les contributions apportées, l'OMCP réaffirme son rôle stratégique dans la modernisation de la commande publique, en s'appuyant sur des outils fiables, des référentiels harmonisés et une gouvernance fondée sur la donnée.



## **7- Participation aux événements internationaux**

**7.1 Conférence régionale MENA sur les achats publics intelligents face au climat**

**7.2 Mission d'échange sur l'expérience de la Lituanie en matière de dématérialisation et de commande publique verte**

**7.3 Webinaire d'échange avec l'Observatoire de la commande publique wallonne (Belgique)**

## 7- Participation aux événements internationaux

Dans le cadre de ses missions de coopération et de partage d'expériences, l'Observatoire marocain de la commande publique a pris part, en 2025, à plusieurs événements internationaux et régionaux consacrés à la commande publique et à la gouvernance des données.

Ces participations ont permis de contribuer aux échanges techniques, de valoriser l'expérience nationale et de renforcer les synergies avec les partenaires institutionnels et financiers, dans une logique d'apprentissage mutuel et de coopération régionale.

### 7.1 Conférence régionale MENA sur les achats publics intelligents face au climat

La Conférence régionale Moyen-Orient et Afrique du Nord (MENA) sur les achats publics intelligents face au climat, organisée les 5 et 6 mai 2025 à Rabat par la Trésorerie Générale du Royaume et la Banque mondiale, avec l'appui de plusieurs partenaires financiers, notamment l'Agence française de développement (AFD) et la Banque islamique de développement (BID), a constitué un cadre d'échange régional dédié aux enjeux de la commande publique durable.

Cette conférence a réuni de hauts responsables nationaux et internationaux et a été officiellement ouverte par Monsieur le Ministre délégué auprès de Madame la Ministre de l'Économie et des Finances chargé du budget et par Monsieur le Trésorier Général du Royaume, Président de l'Observatoire marocain de la commande publique, soulignant l'importance stratégique accordée à la commande publique comme levier de transition durable.



Dans ce cadre, les représentants de l'Observatoire ont animé trois panels thématiques.



Le premier panel, consacré aux études de cas portant sur les aspects pratiques de mise en œuvre des achats publics durables, a été l'occasion de présenter l'expérience marocaine en matière d'intégration des considérations environnementales dans les marchés publics et d'échanger autour des principaux enseignements opérationnels.

Le deuxième panel, portant sur le rôle du secteur privé dans l'adoption des pratiques d'achats publics durables, a réuni notamment le Président du Conseil National de l'Ordre des Architectes (CNOA), le Président de la Fédération Nationale du Bâtiment et des Travaux Publics (FNBTP) et le Président de la Fédération Marocaine du Conseil et de l'Ingénierie (FMCI). Les échanges ont porté sur la préparation du marché, l'adaptation de l'offre et l'engagement des opérateurs économiques dans la transition vers des pratiques d'achats plus durables.



Le troisième panel, dédié à la gouvernance des achats publics durables et à la mesure des progrès à travers les données, a mis en évidence l'importance de la collecte, de la structuration et de l'exploitation des données de la commande publique en tant que leviers de suivi, d'évaluation et d'amélioration de la transparence.

Les contributions des membres de l'Observatoire ont ainsi enrichi les échanges et alimenté la réflexion régionale sur les cadres institutionnels, les outils opérationnels et les mécanismes de pilotage des achats publics durables.

## **7.2 Mission d'échange sur l'expérience de la Lituanie en matière de dématérialisation et de commande publique verte**

Une délégation de l'Observatoire marocain de la commande publique (OMCP) a pris part à un échange du 15 au 20 juin 2025 avec des partenaires du LPPO (Lithuanien Public Procurement Office), dans le cadre du programme « Transition budgétaire Verte », mis en œuvre avec l'appui financier de l'Agence Française de Développement (AFD) et d'Expertise France.

Des discussions approfondies ont été menées avec des experts lituaniens autour de l'intégration des critères environnementaux dans les marchés publics, ainsi que des modalités pratiques de collecte, de traitement et de publication des données relatives aux achats publics.

Cet échange, qui s'inscrit dans le cadre de la mise en œuvre du plan d'action de l'OMCP, visait à renforcer les capacités de ses membres, à favoriser l'ouverture sur des expériences internationales inspirantes et à développer des coopérations techniques en matière de durabilité et de gouvernance des données sur les marchés publics.



### 7.3 Webinaire d'échange avec l'Observatoire de la commande publique wallonne (Belgique)

L'Observatoire marocain de la commande publique (OMCP) a organisé, en partenariat avec l'Observatoire de la commande publique wallonne (Belgique), un webinaire d'échange consacré aux pratiques de la commande publique, tenu le 19 novembre 2025, avec la participation de l'Institut fédéral pour le Développement Durable de Belgique.

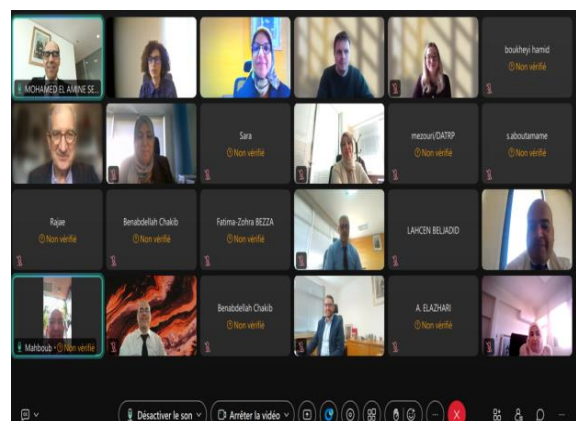
Cet événement s'inscrit dans la dynamique de coopération internationale portée par l'OMCP et vise à renforcer les échanges techniques entre institutions homologues, tout en mettant en perspective les avancées réalisées par le Maroc en matière de modernisation, de professionnalisation et de durabilité de la commande publique.

Au cours de cette rencontre, l'OMCP a présenté les premiers chantiers structurants engagés depuis sa création, notamment les travaux relatifs à la mise à niveau de la base de données nationale des marchés publics au regard des besoins analytiques de l'Observatoire, ainsi que les actions menées en faveur de l'intégration progressive des considérations environnementales dans les marchés publics.

Les partenaires de l'Observatoire de la commande publique wallonne et les représentants de l'institut fédéral belge ont, pour leur part, exposé leurs approches respectives, leurs outils et leurs dispositifs institutionnels, favorisant ainsi un partage d'expériences riche sur les mécanismes de pilotage, de transparence et d'amélioration continue de la commande publique.

Les échanges ont mis en évidence la convergence des enjeux, l'importance de la donnée et la nécessité de renforcer les capacités des acteurs dans ce domaine.

Cet événement, qui a été animé par des experts marocains et belges, a constitué un moment fort de réflexion autour des défis et des opportunités des achats publics durables. Il ouvre de nouvelles perspectives de coopération bilatérale, permettant ainsi un apprentissage mutuel et un renforcement continu des pratiques d'achat public.



## 8- Site web de l'Observatoire

Search



## 8- Site web de l'Observatoire

En 2025, l'Observatoire marocain de la commande publique a entamé le chantier de mise en place de son site internet institutionnel, selon une approche progressive structurée en trois phases complémentaires.



### Phase 1

Benchmark



### Phase 2

Conception de l'arborescence du site



### Phase 3

Mise en œuvre des développements informatiques issus des résultats des phases 1 et 2

Ainsi **la phase de benchmark** a consisté à analyser des expériences comparables, tant au niveau national qu'international, afin d'identifier les bonnes pratiques en matière d'organisation des contenus, d'accessibilité et de valorisation de l'information.

**La phase de conception** a porté sur la définition de l'architecture du site, l'élaboration de l'arborescence et la structuration des rubriques, ainsi que sur la formalisation des besoins fonctionnels et éditoriaux, en veillant à la lisibilité des contenus, à l'ergonomie de navigation et à la capacité du site à intégrer, de manière évolutive, les productions de l'Observatoire.

**La phase de développement** a concerné la mise en œuvre technique du site, incluant l'intégration de la charte graphique, le développement des fonctionnalités retenues et l'optimisation de l'accessibilité sur les différents supports de consultation.

Afin de garantir une accessibilité élargie et inclusive, le site est disponible en quatre langues (arabe, amazigh, français et anglais).

Cette pluralité linguistique traduit l'engagement de l'Observatoire en faveur de l'ouverture, de la transparence et du partage de l'information.

Doté d'une charte graphique sobre, le site est structuré autour de grandes thématiques intégrant les activités et les travaux de l'Observatoire, ainsi que ses publications, offrant une meilleure lisibilité des contenus et un confort de navigation optimisé.

Le contenu du site est appelé à être progressivement enrichi, au rythme des productions de l'Observatoire, notamment les rapports statistiques, les indicateurs de performance, les publications périodiques, les études thématiques et les guides pratiques.

## 9- Activités de communication

**9.1 Création de l'identité visuelle de l'Observatoire**

**9.2 Elaboration d'un dépliant de présentation de l'Observatoire**

**9.3 Communiqués de presse et couverture médiatique**



# OMCP

Observer · Mesurer · Coordonner · Partager



## 9- Activités de communication

Au cours de l'année 2025, première année d'activité de l'Observatoire marocain de la commande publique, le renforcement de la communication a constitué un axe majeur de son action.

Cette orientation répond à la volonté de renforcer sa visibilité auprès des acteurs de la commande publique et d'assurer une information claire et cohérente sur ses missions, ses travaux et ses réalisations.

### 9.1 Création de l'identité visuelle de l'Observatoire

L'Observatoire marocain de la commande publique a accordé une attention particulière à la création de son identité visuelle.

Cette étape structurante a conduit à la conception du logo de l'OMCP, pensé comme une combinaison cohérente entre un emblème graphique et un énoncé typographique, permettant une identification facile et homogène de l'Observatoire sur l'ensemble de ses supports de communication.

Le logo adopte une forme pyramidale qui évoque la stabilité, la solidité et une structure bien organisée qui caractérise la vocation de l'Observatoire.

Cette structure visuelle traduit également une volonté d'inscrire l'action de l'OMCP dans une dynamique de structuration et de pérennité.

Au cœur de l'emblème, le logo intègre l'acronyme de l'Observatoire en langue arabe, « م م ط ع », traité dans une calligraphie stylisée. Ce choix graphique affirme l'ancrage national de l'OMCP, tout en conférant au logo une signature visuelle distinctive, contribuant à renforcer sa visibilité et sa reconnaissance à l'échelle nationale et internationale.

Le choix chromatique, fondé sur un dégradé de tons chauds, notamment ocre et orangé, a été retenu pour sa cohérence avec une identité institutionnelle sobre et pour sa capacité à traduire les valeurs de rigueur, de fiabilité et l'ambition de modernisation portées par l'Observatoire.

Par ailleurs, la dénomination de l'Observatoire est déclinée en quatre langues : arabe, amazigh français et anglais, consacrant une identité visuelle, tournée vers la diversité culturelle et l'ouverture nationale et internationale.

Le logo a été conçu de manière à pouvoir être décliné sur différents fonds (transparent, noir, gris et blanc), garantissant ainsi une intégration harmonieuse et cohérente sur l'ensemble des supports de communication.

Fond transparent	Fond noir	Fond gris	Fond blanc
			

Ainsi, le logo de l'OMCP constitue désormais, un élément structurant de son identité institutionnelle et est appelé à accompagner l'Observatoire dans ses publications et l'ensemble de sa communication institutionnelle.

## 9.2 Elaboration d'un dépliant de présentation de l'Observatoire

Au cours de l'année 2025, et dans le prolongement des actions engagées en matière d'identité visuelle et de communication numérique, l'Observatoire marocain de la commande publique a entrepris l'élaboration d'un dépliant institutionnel de présentation. Ce support a été conçu afin de proposer une information synthétique, claire et structurée sur l'organisation, les missions et les objectifs de l'OMCP.

Le dépliant constitue un outil de communication destiné à accompagner les actions de sensibilisation et de valorisation de l'Observatoire, notamment lors des réunions institutionnelles, des ateliers techniques ainsi que des manifestations nationales et internationales auxquelles l'OMCP participe.

Afin d'assurer une diffusion élargie et une meilleure accessibilité de l'information, ce support a été élaboré en trois langues : arabe, français et anglais, traduisant la volonté de l'Observatoire de renforcer son ouverture sur son environnement national et international.

À travers l'élaboration de ce dépliant multilingue, l'OMCP vise à renforcer la diffusion de ses messages, à améliorer la compréhension de son rôle auprès des différents publics et à consolider progressivement sa visibilité et sa notoriété institutionnelle.



### 9.3 Communiqués de presse et couverture médiatique

Au cours de l'année 2025, les principales actions menées par l'Observatoire marocain de la commande publique (OMCP) ont fait l'objet d'actions de communication à destination des médias.

Dans ce cadre, deux press-books ont été réalisés afin de retracer et de valoriser la couverture médiatique de temps forts marquants de l'année.

Le premier press-book est relatif à la réunion de lancement de l'Observatoire marocain de la commande publique. Il retrace les articles et publications parus à cette occasion, à la suite de l'annonce de la mise en place de l'Observatoire.

Le second press-book porte sur la visite d'étude effectuée en Lituanie, mettant en lumière les travaux d'échange et de coopération internationale menés par l'OMCP dans le domaine de la gouvernance des données et de la commande publique verte.

Par ailleurs, un communiqué de presse a été diffusé à l'occasion de l'organisation du webinaire conjoint avec l'Observatoire de la commande publique wallonne, afin d'informer sur le déroulement de cette activité et sur les échanges intervenus dans ce cadre.

Ces actions ont permis d'assurer la diffusion d'informations relatives aux activités de l'OMCP et d'en faciliter le relais par les médias, contribuant ainsi à la visibilité de l'Observatoire au niveau national et international.





